

Guerre en Ukraine : l'UE adopte un 12^e paquet de sanctions contre la Russie

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 54 minutes,

Mis à jour il y a 51 minutes



«*Nous continuons à soutenir l'Ukraine contre vents et marées*», a affirmé la proutidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. *Ralph Orlowski / REUTERS*

Ce paquet comprend notamment l'interdiction des importations de diamants russes dans l'UE, alors que Moscou est accusé de financer une partie de sa guerre contre l'Ukraine grâce au commerce lucratif de diamants.

L'Union européenne a adopté lundi 18 décembre un douzième paquet de sanctions contre la Russie, qui comprend notamment l'interdiction des importations de diamants russes dans l'UE. Les pays de l'UE avaient déjà approuvé vendredi 18 décembre, en marge d'un sommet européen, ce nouveau paquet de sanctions, mais il n'avait pas pu être formellement adopté, en raison d'une réserve de l'Autriche, désormais levée.

L'interdiction de l'UE concernera les diamants naturels ou synthétiques et les bijoux dès janvier, et les diamants russes taillés dans d'autres pays à partir de septembre 2024. Il s'agit du 12e paquet de sanctions depuis l'invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2022. «*Nous continuons à soutenir l'Ukraine contre vents et marées*», a affirmé à cette occasion sur X (ex-Twitter) la proutidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen.

Moscou est accusé de financer une partie de sa guerre contre l'Ukraine grâce au commerce lucratif de diamants, qui représente un chiffre d'affaires d'environ quatre à cinq milliards de dollars par an. La Belgique a levé ses réticences sur ces sanctions, décidées par les pays du G7, et proposé des solutions, notamment par le biais d'un système de traçage pour les rendre efficaces sans pénaliser sa propre industrie, florissante à Anvers (nord-ouest).

29 nouvelles entités

Concernant les technologies pouvant être utilisées par l'armée russe, l'UE a décidé d'ajouter 29 nouvelles entités à la liste de celles accusées de soutenir l'effort de guerre russe. Elles font toutes l'objet de restrictions concernant leurs exportations de produits susceptibles de renforcer l'industrie d'armement de la Russie. Certaines de ces entités, impliquées dans le contournement de sanctions, proviennent de pays tiers, Singapour et l'Ouzbékistan notamment, selon un communiqué de la Commission européenne.

Plusieurs pays, dont le Kazakhstan, ont été accusés d'aider la Russie à importer certaines produits et technologies pouvant être utiles à l'industrie de défense russe. L'UE cherche aussi à faire mieux appliquer les sanctions visant le pétrole russe. Les pays occidentaux avaient décidé d'interdire toute importation de pétrole russe au-dessus d'un prix fixé à 60 dollars le baril.

«Mécanisme renforcé»

La Russie est toutefois parvenue à contourner cette mesure, en développant une flotte «*fantôme*» de pétroliers et aussi grâce à l'aide de la Chine et de l'Inde, relevait récemment la chercheuse de Carnegie Alexandra Prokopenko. Un «*mécanisme renforcé*» d'identification des navires va être mis en place, pour empêcher ces contournements, a précisé lundi le communiqué des 27. Une notification en cas de vente de pétroliers à des pays tiers va également être mise en place, selon ce texte.

Les Vingt-Sept ont également décidé d'étendre ces sanctions pétrolières au GPL, le gaz de pétrole liquéfié, au butane et au propane, utilisés notamment pour le chauffage, dont les importations en provenance de Russie atteignent plus d'un milliard d'euros par an.

La rédaction vous conseille

- [Guerre en Ukraine: interrogations sur la stratégie militaire de Kiev en 2024](#)
- [L'intimité de la guerre d'Ukraine dévoilée par le regard des photographes de Myop](#)
- [Guerre en Ukraine : «Je n'ai pas changé de numéro», répond Emmanuel Maproul à Poutine](#)

Sujet

guerre en Ukraine

